Compte-rendu de la Formation Spécialisée Finances du Finistère du 27 juin 2023

Solidaires Finances a lu une déclaration liminaire en ouverture de cette formation spécialisée:

https://sections.solidairesfinancespubliques.info/290/actualite/fs-sst/251-formation-specialisee-du-27-juin-2023-declaration-liminaire.html

A la lecture des liminaires , M Le Directeur nous demande si l'on souhaite évoquer la situation des sip et du sdif avant l'étude des points à l'ordre du jour ou en points divers ?

Solidaires Finances répond que si les Organisations syndicales présentent des liminaires c'est pour obtenir un début de réponse de la part de la Direction locale.

Les liminaires ont toutes dénoncé la situation catastrophique générée par la campagne GMBI.

Solidaires Finances souhaite revenir sur l'absence du médecin du travail, et demande qu'elle participe à la prochaine réunion FS, à minima en visio.

Monsieur Brocart constate également l'absence du Dr Lebon, nous informe qu'il n'y a pas eu de réponse à l'invitation et qu'il n'y a toujours pas de rapport annuel. Le Directeur déplore aussi l'absence de réponse du Secrétariat Général.

Solidaires a rappelé la proposition de M Brocart de se rapprocher d'autres Administrations pour mettre en place un partenariat . M Berzin nous informe avoir pris contact avec le Centre de gestion, c'est actuellement à l'étude, et souhaite également contacter la MSA.

Solidaires Finances demande si l'élargissement des compétences des infirmières de prévention est aussi prévue dans le Finistère.

La Direction répond que pour le moment , cette piste n'est pas activée.

Mme Colas, ISST, nous fait part de ses interventions sur le sujet auprès du Secrétariat Général, toujours restées sans réponse.

Concernant la campagne GMBI, M Halbwax indique qu'il y a énormément de réception(entre 1600 et 2200 personnes par jour, depuis quelques jours. Niveau d'accueil inédit dans le Finistère même lors des précédentes campagnes IR.

La Direction Locale a mis à la disposition des usagers , un imprimé papier, (qui, rappelons-le correspond à ce que les services envoyaient auparavant pour la mise à jour de la Taxe d'habitation) afin de délester un peu les accueils.

Afin d'absorber la charge, les accueils de proximité seront suspendus de mi-juillet à fin août 2023 dans les tiers lieux. Des auxiliaires vont être embauchés pour saisir ces formulaires.

M Fontaine indique que suite à la campgne GMBI, les sip de Brest et Quimper ont plus de 1100 e-contacts en souffrance, 500 à Carhaix… . Pour le moment la priorité , jusqu'à la fin juin est la saisie

des 2042. Pour ensuite traiter les formulaires GMBI pour le 8 septembre 2023.

Solidaires Finances rappelle , qu'il y aura également le traitement des listes suite aux dépôts internet.

Solidaires Finances demande si le nombre d'avis IR qui ne vont pas sortir à temps a été estimé, et indique qu'au-dela du Finistère , c'est tout le territoire qui est impacté.

Concernant la sphère foncière, Les services connaissent toujours un nombre important de e-contacts en souffrance.

Solidaires Finances informe qu'à la date du 27 juin 2023, sur la base de Chateaulin les e-contacts couvrant la période du 1er janvier 2022 au 27 juin 2023 s'élèvent à 10586. Ce qui représenterait environ 17000 sur tout le Finistère. **Solidaires Finances** s'insurge sur les 2000 e-contacts qui ont été clôturés manuellement par la Direction, sans apport de réponse à l'usager et sans information préalable des collègues du SDIF.

Solidaires Finances rappelle également que les suppressions et transferts d'emplois ont fait que le nombre d'agents du SDIF a été sous-évalué et qu'il ne faut pas oublier que la première cause de la situation préoccupante de ce service sinistré revient à l'apparition de téléacte et des suppressions d'emploi aux spf qui en ont découlé.

Approbation du procès-verbal du 16 décembre 2021

Le procès-verbal de la formation spécialisée du 09 février 2023 est approuvé par toutes les Organisations Syndicales.

Point sur la campgne Duerp 2022-2023

Nelly Blavec procède à la présentation de la campagne duerp 2023. Les services nouvellement créés doivent établir un duerp complet.
Sinon pour les autres, il s'agissait d'organiser une réunion afin d'évoquer certains points comme par exemple, le télétravail, l'organisation au sein du service… .Ils avaient toutefois la possibilité de faire remonter des nouvelles lignes ou d'en supprimer.

Sur les 49 services existants dans le Finistère, seulement 34 fiches ont été remontées.
En 2022, on pouvait compter 495 lignes, contre 468 en 2023. Cette diminution est en partie due à la suppression de certains services, et d'une baisse de situation d'exposition
Solidaires Finances a dénoncé que certains chefs de services, ont estimé que tout allait bien et qu'il n'y avait pas lieu de faire remonter quoi que ce soit, voire pire en n'organisant pas de réunion ou surtout en n'en parlant pas aux agents.
Solidaires Finances demande que le Président rappelle aux différents chefs de services de prendre la peine d'effectuer correctement cette mission.

Une Organisation syndicale a constaté également que des chefs de service ont fait ce recueil seuls dans leur bureau et a également demandé également qu'une synthèse de ce recueil soit présentée par la suite aux agents.

On constate toujours dans ce duerp, des dénonciations sur la qualité du ménage et le manque de suivi du personnel en cas d'absence . Onet ne respecte pas les clauses du contrat.
Solidaires Finances constate que c'est le même problème avec tous les prestataires. Pour **Solidaires Finances**, la solution est l'arrêt de l'externalisation des missions transverses et la

réimplantation des emplois de ménage au sein des services des finances publiques.

Mme Blavec nous fait part qu'à compter de 2024, le recueil des risques professionnels se fera dans une nouvelle application, « Prev'actions » accessible toute l'année . Cette application ne bénéficiera pas de l'historique des recueils précédents.
Solidaires Finances demande à la Direction d'apporter un soutien conséquent à l'assistante de prévention pour le traitement de cet applicatif. **Solidaires Finances** a rappelé ses demandes répétées depuis des années de renforcer l'assistante de prévention.
Mme Blavec a ajouté que cette nouvelle application ne pourrait prendre en compte que les questions relatives à l'organisation de travail.

Solidaires Finances a rappelé qu'auparavant, les Organisations syndicales participaient au groupe de travail Duerp. Elles avaient définitivement boycotté cette réunion, estimant que les risques psychosociaux n'étaient pas assez pris en compte.

La Direction nous informe d'un renforcement du Secrétariat Général , en implantant une sorte de secrétaire animateur au niveau de la région afin d'épauler les asssistant.es de prévention dans les départements. Au niveau local, la partie secrétariat sera assurée par la même personne chargée du secrétariat du CSA.
A en croire leur réaction, il a semblé que les principales intéressées ne semblaient pas au courant de cela et l'ont appris en cours de séance.

Solidaires Finances a réitéré ses demandes précédentes concernant l'établissement du nouveau règlement intérieur , qui est toujours manquant à ce jour.

Selon la Direction, il est toujours en cours d'élaboration. Mme Colas ,Isst, nous informe qu'il devrait être présenté au prochain CSA ministériel du 5 juillet prochain.
La Direction espère qu'il soit décliné localement à l'automne prochain.

Point Budget 2023

Mme Blavec présente le matériel acquis, les formations financées par le budget alloué en régional et en local.

Solidaires Finances dénonce la régionalisation de la formation qui plus est avec une somme relativement faible et déjà entièrement utilisée.

Mme Blavec ajoute qu'il sera possible d'utiliser une partie du budget local pour compléter les actions de formation.

Solidaires Finances craint une perte d'autonomie sur le choix des formations et la qualité des formations proposées.

Solidaires Finances dénonce un travail de sape de la part du Secrétariat Général sur tout le positif apporté auparavant par le travail des membres des ex-chsct en local et s'oppose à toutes ces nationalisations de formation qui avantagent les lobbyistes

Mme Blavec propose qu'un groupe de travail soit tenu à la rentrer afin d'envisager l'utilisation du budget. Elle demande également si les membres de la Formation spécialisée accepteraient le financement de ventilateurs.

Solidaires Finances proposent des ventilateurs avec filtres pour éviter la diffusion des allergènes.

A l'instar d'une autre Organisation Syndicale,Solidaires Finances a rappelé l'ambition que devrait avoir l'État de rénover et isoler les bâtiments.

Un accord de co-financement pour l'acquisition de ventilateurs-brumisateurs dans les espaces de détente est pris .

Mme Blavec demande un abondement supplémentaire de l'enveloppe du médecin de 6000€ pour l'acquisition de fauteuils et de bureaux réglables électriques ou manuels.

Solidaires Finances n'est pas favorable, mais accepte sous réserve que le Docteur Lebon(35) présente son rapport d'activité lors de la prochaine séance plénière de la Fs , à minima en visio.

Concernant le budget, Solidaires Finances interroge la Direction sur l'avancée de la réfection des nez de marches à Quimper Ty-Nay. Mme Godefroy nous informe que ce n'est toujours pas commencé, puisque le prestataire ne répond pas. Les Organisations syndicales répondent qu'il serait peut-être judicieux de changer de prestataire.

Déclarations d'accident, fiches de signalement, fiches du registre CHS

- Parmi les 4 fiches accidents étudiées, une a particulièrement attiré l'attention.

Solidaires Finances a démontré que cet accident aurait pu être évité si les moyens humains avaient été suffisants.

La Direction a partagé ce malheureux constat. Une fois de plus, **Solidaires Finances** a décrié cette politique de suppression d'emplois de la DGFIP.

A l'évocation des fiches accidents, Solidaires informe la Direction, qu'il y a un dysfonctionnement de lumière dans les toilettes hommes et femmes. **Solidaires finances** rappelle qu'une lumière qui clignote peut provoquer des crises d'épilepsie, pour les personnes sujettes. Elle rappelle également que c'est un sujet qui est régulièrement évoqué. Une organisation syndicale indique qu'un des sèche mains est mis hors service, car une odeur « de cramé » émane lorsqu'il est en route.

Les organisations syndicales demandent qu'un contrôle minutieux du système électrique soit fait rapidement. La direction profite de ce sujet pour nous informer qu'à partir de septembre 2023, un gestionnaire de site sera présent à Chateaulin .

- 8 fiches de signalement examinées qui sont toutes concernées par des comportements condamnables d'usagers (insultes, menaces de mort). **Solidaires Finances** incite fortement toujours les agent.es à utiliser les fiches de signalement lorsqu'ils / elles sont victimes de propos désobligeants, insultes, voire menaces de la part des usagers. Une de ces fiches a été suivie d'un dépôt de plainte. Pour **Solidaires Finances**, 2 autres fiches(intimidation) auraient mérité un dépôt de plainte.

La DGFIP souhaite que l'article 40(dénonciation auprès du procureur de la République) soit utilisé qu'en cas de plainte de l'agent. Le Directeur, du fait de son expérience d'ancien préfet, a décidé d'élargir cette mesure à chaque fiche de signalement déposée et a demandé de viser et de signer toutes les fiches de signalement.

Solidaires Finances salue cette décision.

- 3 fiches registre CHS :

Situation à la trésorerie de Concarneau :

Les collègues de Concarneau ont déposé une fiche afin de décrire leur conditions de travail en situation de sous-effectif, d'intérim du chef de service, et signaler leurs inquiétudes pour la rentrée en cas de non remplacement d'un agent parti suite à obtention de la liste d'aptitude.

Monsieur Berzin, indique que la situation s'est apaisée.

Solidaires Finances rétorque que non ,et donne lecture d'un message reçu ce jour même de la tenue de cette FS, les inquiétudes sont toujours là.

La Direction va donc se rendre à Concarneau afin d'échanger avec les collègues sur leur avenir.

M. Lauvernier nous précise avoir assisté la veille à une réunion concernant les futurs locaux du SGC de Rosporden. Ce bâtiment sera certifié France Services et accueillera, un CDAS(centre départemental d'action sociale, un bureau de médecine de santé au travail, antenne pmi, et la DGFIP).

Dans le projet, le SGC se situera au premier étage. Il y aura un ascenseur, et un accès PMR. La Direction souhaiterait avoir 2 bureaux d'accueil au rdc, mais rien n'est acté pour le moment.

Il y aura une salle de restauration (avec coin cuisine) pour 30 convives environ,et des tickets restaurant. Selon le calendrier, il est peu probable que les collègues investissent les lieux avant le premier septembre 2024, car pour le moment, le projet est toujours au stade de la maîtrise d'ouvrage.

Donc le SGC prendra naissance au 1er septembre 2023 avec l'absorption de la Trésorerie de Fouesnant. Au 1er septembre 2024, il est prévu la fermeture de la Tréso de Quimperlé(qui resterait en TAD) et Concarneau qui se rendrait sur l'implantation provisoire(trésorerie actuelle de Rosporden).

Solidaires Finances demande clairement Si Concarneau deviendra la nouvelle Trésorerie amendes..

M Brocart répond que pour le moment ce n'est pas réalisable tant que la trésorerie de Concarneau n'a pas rejoint Rosporden. Il faut également prendre en compte les orientations nationales concernant les Amendes qui sont, à ce jour, inconnues.

Solidaires Finances interroge sur la possibilité d'avoir une TAD à Concarneau.

Clairement Non !

Solidaires Finances a donc dénoncé qu'il n'y aura plus ,à terme, de présence DGFIP pour la 3 ème plus grande ville du Finistère.

M Brocart, a spécifié qu'il y aura un SAD comme cela était prévu avec le NRP.

Situation au Centre de Contact de Brest :

Dénonciation par les agents de la prestation ménage.

Situation au Sip de Carhaix :

La Situation a été évoquée lors du CSA du 22 juin 2023.

Solidaires Finances a donc rappelé les inquiétudes des agents sur leur future situation en

septembre. Notamment , le départ d'un collègue sachant et prodiguant la formation sur place des nouveaux et 2 départs en retraites de collègues expérimentées.

M Berzin a indiqué avoir fait son maximum pour pourvoir les postes manquants, notamment avec un B et un C au SAD tout en respectant les règles de l'ancienneté et les besoins de l'Administration. Il a admis toutefois qu' à ce jour il manquait encore 1B et 1C. Il a affirmé que la TAD à Chateaulin restera pour le moment.

Solidaires Finances et les agents ont indiqué qu'ils resteront vigilants sur le sujet des conditions de travail suite au mouvement local du 1er septembre 2023.

Points divers

- Une visite de site FS sera organisée à Chateaubriand suite à l'installation de la paierie départementale.

- Pour Brest Cité administrative

La Direction travaille sur un éventuel abandon des locaux pour s'installer en 1ère intention dans les immeubles voisins (Chateaubriand et Duquesne), voire une prise à Bail de locaux supplémentaires.

- Onet :

Mme Godefroy a souhaité revenir sur le sujet et annonce une énième rencontre avec le responsable. Elle précise à nouveau que la DDFip a souscrit à l'offre standard de milieu de gamme. Selon elle , les prestations sont très variables en fonction des agents ONET présents dans nos services, et qu'il y a beaucoup de turn-over chez ONET.